

Comment l'Afrique peut sortir du schéma de la Conférence de Berlin et disposer pleinement d'elle-même ?

Mohamed Lamine KABA

Expert en géopolitique de la gouvernance et de l'intégration régionale

Sociologue des Organisations

Pour que l'Afrique puisse sortir du schéma de la Conférence de Berlin et disposer pleinement d'elle-même, plusieurs actions concrètes et stratégiques doivent être mises en œuvre.

I. le renforcement des institutions et de la gouvernance

1. Gouvernance transparente et responsable

Les pays africains doivent renforcer leurs institutions pour assurer une gouvernance transparente et responsable. Cela inclut la lutte contre la corruption, l'amélioration de l'efficacité administrative, et la mise en place de systèmes judiciaires indépendants. Une gouvernance solide est essentielle pour attirer les investissements étrangers et locaux, garantir la stabilité politique, et promouvoir le développement économique.

2. La décentralisation

La décentralisation des pouvoirs peut permettre une meilleure gestion des ressources locales et une plus grande participation des citoyens dans le processus décisionnel. Les gouvernements locaux peuvent ainsi répondre plus efficacement aux besoins spécifiques de leurs communautés.

II. L'investissement dans les infrastructures

1. L'énergie

L'accès à une énergie fiable est crucial pour le développement économique. Selon les informations disponibles, un effort conjoint entre la Banque mondiale et la Banque africaine de développement vise à fournir l'accès à l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030. Cet investissement dans les infrastructures énergétiques, notamment par le biais de systèmes d'énergie renouvelable décentralisés ou de réseaux de distribution, est essentiel pour soutenir les activités économiques et améliorer la qualité de vie.

2. Le transport

Le développement des infrastructures de transport (routes, chemins de fer, ports) facilite le commerce intra-africain et international. Cela réduit les coûts logistiques, améliore l'accès aux marchés et stimule le commerce régional.

III. La promotion du secteur privé

1. L'environnement favorable aux affaires

Créer un environnement favorable aux affaires est essentiel pour encourager l'entrepreneuriat local et attirer les investissements étrangers. Cela inclut des réformes réglementaires pour simplifier les

procédures administratives, protéger les droits de propriété intellectuelle, et offrir des incitations fiscales.

2. Les partenariats public-privé (PPP)

Les partenariats public-privé peuvent jouer un rôle clé dans le financement et la mise en œuvre de projets d'infrastructure majeurs. Ces collaborations permettent de combiner les ressources publiques avec l'expertise technique et financière du secteur privé.

IV. Le développement du capital humain

1. L'éducation

Investir dans l'éducation est fondamental pour développer une main-d'œuvre qualifiée capable d'innover et d'adopter des technologies modernes. Les programmes éducatifs doivent être alignés sur les besoins du marché du travail pour garantir que les compétences acquises sont pertinentes.

2. La santé

Un système de santé robuste est nécessaire pour assurer une population en bonne santé capable de contribuer activement à l'économie. L'amélioration des services de santé publique réduit également la vulnérabilité aux pandémies qui peuvent avoir un impact dévastateur sur l'économie.

V. L'intégration régionale

1. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)

La mise en œuvre effective de la ZLECAf peut transformer le paysage économique africain en créant un marché unique continental qui stimule le commerce intra-africain, favorise l'industrialisation, et crée des emplois.

2. La coopération régionale

Les pays africains doivent renforcer leur coopération régionale pour résoudre ensemble les défis communs tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire, et les conflits transfrontaliers.

A la lumière de ce qui précède, nous pouvons déduire que pour que l'Afrique dispose pleinement d'elle-même au-delà du schéma de la conférence de Berlin sur le partage de l'Afrique, il est impératif qu'elle renforce ses institutions démocratiques, investisse massivement dans ses infrastructures physiques et humaines, promeuve un environnement favorable au secteur privé, et intensifie son intégration régionale. Ces actions combinées créeront un cadre propice au développement durable qui permettra au continent africain d'exploiter pleinement son potentiel économique.